

Art. — 3 Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé le 21 Décembre 1925

BONNECARRÈRE.

*ARRÊTÉ N° 468 accordant une indemnité représentative de logement aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et aux agents indigènes détachés des cadres de l'A. O. F.*

Le Gouverneur des Colonies,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 10 Septembre 1920 créant au Togo un cadre local de moniteurs indigènes en son article 2 notamment;

Vu l'arrêté du 8 Mai 1923 accordant l'indemnité représentative de logement aux instituteurs du cadre de l'A. O. F. en service au Togo.

Vu l'arrêté du 25 Août 1923 accordant l'indemnité représentative de logement aux médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires du cadre commun de l'A. O. F.

Vu l'arrêté du 25 Août 1924 instituant un cadre de gardes frontières au Togo, en son article 14 notamment;

Le Conseil d'Administration entendu.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué pour compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1926 aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et de l'A. O. F. qui ne reçoivent pas le logement en nature, une indemnité représentative de logement.

ART. 2. — Les taux de cette indemnité sont fixés conformément au tableau suivant en ce qui concerne les agents des cadres du Togo.

1<sup>er</sup> Agents de la 1<sup>ère</sup> catégorie des cadres du service local, des travaux publics et du service des voies de pénétration :

Lomé . . . . . 960 frs. (Neuf cent soixante francs)  
ANÉCHO - KLOUTO - ATAKPAMÉ 480 frs. (Quatre cent quatre vingt francs.)

2<sup>es</sup> Agents de la 2<sup>ème</sup> catégorie des cadres du service local des travaux publics et du service des voies de pénétration.

Lomé . . . . . 720 frs. (sept cent vingt francs.)  
ANÉCHO - KLOUTO - ATAKPAMÉ 360 frs. (Trois cent soixante francs.)

3<sup>es</sup> Agents des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégories des cadres du service local et des 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> catégories des cadres des travaux publics et du service des voies de pénétration.

Lomé . . . . . 480 frs. (Quatre cent quatre vingt francs.)

ANÉCHO - KLOUTO - ATAKPAMÉ 240 frs. (Deux cent quarante francs.)

ART. 3. — Les agents indigènes détachés des cadres de l'A. O. F. reçoivent à égalité de solde la même indemnité représentative de logement que les agents des cadres du Togo, lorsque celle-ci est supérieure à celle prévue par les textes qui les régissent.

ART. 4. — Les agents indigènes auxquels aura été affecté un logement, et qui auront refusé de l'occuper, ne pourront en aucun cas prétendre à l'indemnité représentative de logement.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 6. — Le Chef du Secrétariat Général et le Directeur des Voies de pénétration et des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel du Territoire.

Lomé, le 24 Décembre 1925

BONNECARRÈRE.

*ARRÊTÉ N° 472 portant prorogation d'exercice du Budget Local du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France (exercice 1925)*

Le Gouverneur des Colonies,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1925 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier des Colonies en son article 65 notamment ;

Vu le décret du 23 Avril 1925 approuvant le Budget du Territoire du Togo, exercice 1925 ;

Vu la déclaration motivée du Chef du Secrétariat Général Ordonnateur Délégué du Budget Local du Togo ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 Février 1926 la période pendant laquelle pourront se consommer les faits de dépenses afférents aux travaux ci-après :

Chapitre XI. — TRAVAUX PUBLICS

ARTICLE 2. — § 1 — Entretien des routes, ponts et puits.  
Cercle d'Atakpamé. — Entretien des routes, ponts et puits.

ARTICLE 3. — § 1 — Grosses réparations aux immeubles.  
Cercle d'Anécho — Réfection de l'ancien hôpital.

— Réfection de la toiture de l'école de Zébé

Cercle d'Atakpamé — Réfection de la Résidence de Nuatja

Cercle de Klouto — Réfection de l'Infirmerie de Palimé

- Cercle de Sokodé — Réfection du dispensaire de Sokodé
- Réfection de la case de passage de Bassari.
- ARTICLE 3. — § 2 — Grosses réparations aux routes et ponts.
- Crédits prorogés dans tous les Cercles.
- ARTICLE 4. — § 1 — Construction d'immeubles.
- Travaux Publics — Pavillons de fonctionnaires.
- Ecole d'Amoutivé.
- Cercle de Lomé — Écoles de villages.
- Cercle de Sokodé — Construction d'une case de passage à Sokodé.
- Construction d'un dispensaire à Bassari.
- Cercle de Mango — Construction d'une maison pour le Médecin.
- ARTICLE 4. — § 2 — Construction de routes et ponts.
- Crédits prorogés dans tous les Cercles.
- Chapitre XIII. — SERVICE D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.
- ARTICLE 5. — § 2 — Construction de léproseries.
- Cercle de Lomé — Léproserie de Kabinkové.
- Chapitre XIX. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 4 — Organisation d'un service automobile dans le Cercle d'Anécho.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 9 — Construction de la route du pays Cabrais - Cercle de Sokodé.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 11 — Construction de la route accédant au plateau de Daye. Cercle de Klouto.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 14 — Organisation d'un service automobile Atakpamé - Mango. Cercles d'Atakpamé et Sokodé.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 15 — Construction de fosses septiques.
- Travaux publics. — Fosses septiques de la Poste et de l'Hôpital.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 15 — Construction de citernes et puits.
- Cercle de Lomé — Tank d'Agbélonvé.
- ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 18 — Construction d'un Palais de Justice à Lomé.
- Travaux publics.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 22 — Construction d'une Usine d'égrenage à Lomé. Travaux publics.

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — § 23 — Installation d'une Usine d'égrenage dans le Cercle de Sokodé.

ARTICLE 2. — Le Chef du Secrétariat Général, le Directeur des Travaux Publics et les Commandants des Cercles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel du Territoire.

Lomé, le 23 Décembre 1925.

BONNECARRÈRE.

*ARRÊTÉ N° 473 portant répartition entre les différents cercles des crédits inscrits au Budget local du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France et autorisant les dépenses dans les limites de cette répartition.*

Le Gouverneur des Colonies,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu les prévisions budgétaires du Budget local pour l'exercice 1925;

Considérant qu'il importe de fixer par un acte d'ensemble les limites dans lesquelles les commandants de cercle peuvent effectuer les dépenses des différents services dont ils assurent l'exécution;

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les crédits inscrits aux chapitres, articles et paragraphes du Budget local sont répartis entre les différents cercles conformément au tableau ci-annexé :

ART. 2. — Les obligations qui précèdent, sauf celles concernant les Chapitres XI et XIX qui ne sont que partielles, sont faites pour l'année entière.

ART. 3. — Toutes les pièces de dépenses imputables sur les allocations mentionnées au présent arrêté devront porter, à l'encre rouge :

- 1° - la date du présent arrêté
- 2° - l'indication des chapitres, articles, paragraphes auxquels elles se rapportent,
- 3° - le crédit restant disponible.

ART. 4. — Le Chef du Secrétariat Général et les Commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Territoire.

Lomé, le 28 Décembre 1925,

BONNECARRÈRE